MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Est et de l'océan Indien

Semaine du 9 novembre au 13 novembre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION (ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- **Régional :** Le Soudan lève son interdiction sur les importations de thé kényan
- **Éthiopie :** Réorientation de 543 M USD de la Banque mondiale pour atténuer le choc énergétique
- **Maurice** : La France reste le 1er investisseur étranger

LE CHIFFRE A RETENIR

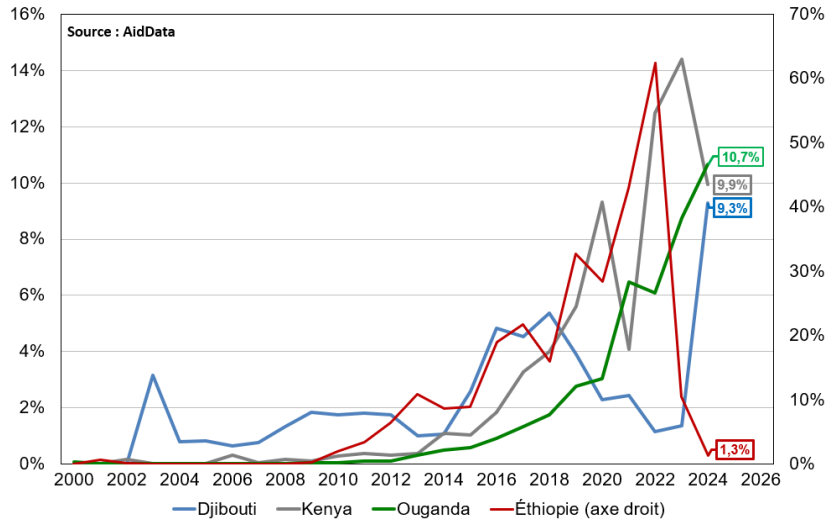
91,7 %

OUGANDA : PART DES ACTIFS OCCUPES (14 A 64 ANS) EXERÇANT UN EMPLOI INFORMEL AU 3E TRIMESTRE 2026.

Le graphique de la semaine

AEOI : service de la dette chinoise rapporté aux réserves de change

- en % des réserves de change, 2000-2024- -



Le service annuel de la dette envers la Chine, rapporté aux réserves de change, permet d'apprécier l'importance des échéances dues à ce créancier au regard du coussin de liquidité extérieure du pays. Un ratio élevé peut signaler une vulnérabilité accrue aux tensions de financement extérieur, sans toutefois préjuger de la capacité effective du pays à honorer ses engagements.

Le poids du service de la dette chinoise dans les réserves de change s'est sensiblement accru depuis le milieu des années 2010, traduisant une pression croissante sur la liquidité extérieure de plusieurs économies de la région. Cette évolution est particulièrement marquée dans les quatre pays représentés, qui figurent parmi les plus exposés de la zone AEOI. Elle reflète notamment la montée en charge des remboursements associés aux importants financements chinois accordés au cours des décennies précédentes, en particulier dans le secteur des infrastructures. Au Kenya et en Ouganda, le ratio atteint respectivement près de 10 % et 11 % en 2024, contre des niveaux quasi nuls au début des années 2010. À Djibouti, l'évolution est plus irrégulière, mais le ratio atteint également près de 9 % en 2024. L'Éthiopie se distingue par une exposition historiquement bien supérieure, avec un pic dépassant 60 % en 2022, avant une forte diminution dans un contexte de suspension et de restructuration de sa dette extérieure. Ces évolutions soulignent les vulnérabilités potentielles associées à l'endettement chinois, dont l'ampleur doit néanmoins être appréciée au regard des capacités de génération de devises et de l'ensemble des obligations extérieures de chaque pays.

REGIONAL

Le Soudan lève son interdiction des importations de thé kényan

Le 11 novembre, le président William Ruto a annoncé que le Soudan avait levé son interdiction des importations de thé kényan, à la suite de discussions avec le Premier ministre soudanais Kamil Idris en marge du sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), à Harare, en octobre. Imposée en mars 2025 sur fond de tensions diplomatiques après l'accueil à Nairobi de réunions des Forces de soutien rapide (FSR) et de groupes alliés, elle a été levée par un arrêté ministériel signé le 8 novembre. Le Soudan était traditionnellement le deuxième marché de débouché du thé kényan, après l'Égypte. Selon l'Observatoire de la complexité économique (OEC), les exportations kényanes vers le Soudan ont été ramenées de 29,6 M USD en 2023 à 11,3 M USD en 2024 (–62 %). D'après l'East African Tea Trade Association, les importateurs soudanais ont continué importer du thé kényan, mais via les Émirats arabes unis et la Chine, à un coût accru.

BURUNDI

Econet Burundi investit 6,5 M USD pour se « solariser »

Econet Wireless Burundi, l'un des principaux opérateurs mobiles du pays, a lancé le 5 novembre 2026 les travaux d'un projet solaire de 2,5 M USD, première phase d'un plan de 6,5 M USD visant à passer tout son réseau à l'énergie solaire d'ici décembre 2028. Attendue d'ici juillet 2027, cette première phase couvrira environ un tiers de ses sites, produira 1,07 GWh par an et permettra d'économiser 300 000 litres de diesel et 800 tonnes de CO2 chaque année. GEFI Solutions SEZ a structuré le financement, adossé à une garantie de CRDB Bank, avec la participation de SOLIO Group, d'Access Bank et de l'assureur SOCABU. Growth Energy construira les installations avec la société canadienne Clear Blue Technologies. L'initiative illustre un problème plus profond au Burundi : les pénuries chroniques de carburant, liées au manque de devises, et un réseau électrique peu fiable, qui perturbent régulièrement les réseaux de téléphonie. Début 2025 déjà, l'ONATEL (opérateur public de télécommunications) n'avait accès au réseau électrique que sur 60 de ses 150 sites, tandis que Lumitel, premier opérateur mobile du pays, a lui aussi commencé à installer des infrastructures solaires.

COMORES

Succès d'une nouvelle émission de bons du Trésor

Le lundi 2 novembre 2026, le ministère des Finances des Comores a émis avec succès 1 500 Bons du Trésor à court terme, pour un montant global de 1,5 Md FC (environ 3,4 M USD). Cette opération de financement, d'une maturité de 28 jours, a enregistré deux soumissions provenant de deux établissements financiers. L'adjudication s'est soldée par un taux de couverture de 100 %. A l'issue des analyses, le Taux Moyen Pondérédes offres retenues s'est établi à 3,67 %, contre 4,73 % en août lors de la dernière émission.

ÉTHIOPIE

Après le rebasage du PIB, les autorités préparent une publication trimestrielle des comptes nationaux

Les autorités éthiopiennes préparent la publication d'estimations trimestrielles du PIB, actuellement calculé sur une base annuelle. Cette évolution prolonge le rebasage des comptes nationaux présenté le 4 novembre, qui retient désormais l'exercice 2024/25 comme année de référence afin de mieux refléter les transformations structurelles de l'économie. Selon les nouvelles estimations, le PIB nominal atteignait 201,4 Md USD en 2024/25 et 210,7 Md USD en 2025/26. Le passage à une fréquence trimestrielle nécessitera une collecte plus régulière et détaillée des données, ainsi qu'une coordination renforcée entre administrations fédérales et régionales, autorités fiscales et ministères sectoriels. Il s'accompagnera d'une modernisation des statistiques de finances publiques, incluant la révision des séries historiques et une meilleure classification des recettes, dépenses, actifs et passifs publics. Ces travaux doivent améliorer le suivi conjoncturel et éclairer les décisions de politique économique. Aucun calendrier précis de première publication trimestrielle n'a toutefois été communiqué à ce stade par les autorités.

L'Éthiopie réoriente 543 M USD de la Banque mondiale pour atténuer le choc énergétique

Afin d'amortir le choc pétrolier causé par la guerre au Moyen Orient, le gouvernement fédéral éthiopien prévoit de réorienter 543 M USD provenant de financements de la Banque mondiale. Cette stratégie, qui consiste à mobiliser des fonds destinés initialement à des projets de développement, permettra au gouvernement d'éviter de contracter de nouveaux emprunts destinés à soutenir l'approvisionnement en carburant, l'importation d'engrais ainsi que de financer les moyens de subsistance des ménages. Ce dispositif repose sur une « option d'intervention rapide » intégrée à huit accords de financement existants de la Banque à travers les modifications globales signés par le gouvernement en avril 2026. Il est complété par un projet d'intervention d'urgence conditionnel signé en juillet dernier, permettant un accès aux fonds sans avoir à négocier un nouveau prêt. Bien que l'accord évite de nouveaux crédits, le risque de retarder certains investissements de développement s'accroît.

Ethio-Telecom met en place le premier réseau radio 4G piloté par l'IA

Le 4 Novembre 2026, l'opérateur national de télécommunications Ethio-Telecom a déployé le premier réseau radio 4G basé sur l'intelligence artificielle, en collaboration avec le fabricant chinois d'équipements ZTE. Ce nouveau système aurait amélioré la capacité du réseau 4G en l'augmentant de 11 %. Le dispositif permet de réduire la congestion et d'améliorer la qualité des services sans avoir à se procurer de nouvelles infrastructures. L'opérateur compte aujourd'hui plus de 90 millions d'abonnés et fait face à une demande croissante de connectivité mobile et de services numériques.

KENYA

Un catalogue pour placer les produits kényans sur le marché européen

L'Association des fabricants du Kenya (KAM) a lancé le *Kenya EU Export Catalogue 2026*, un répertoire de produits et de fournisseurs kényans destiné aux acheteurs européens. Il a été réalisé en collaboration avec les départements d'État au Commerce et aux Affaires étrangères et *Danish Industries East Africa*. Il couvre 12 secteurs manufacturiers, fleurs, produits frais, poisson et 15 catégories de services. Il vise à mieux exploiter l'accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et le Kenya, qui ouvre aux produits kényans un accès sans droits ni quotas depuis juillet 2024. Selon l'institut statistique kényan, les exportations vers l'UE ont atteint 264 Md KES en 2025 (+6,9 % par rapport à 2024), et les échanges Kenya-UE ont progressé d'environ +20 % depuis l'entrée en vigueur de l'APE. Lors du lancement, les intervenants ont toutefois souligné que la franchise douanière ne suffira pas à elle seule à doper les ventes. La KAM cite les coûts élevés de production et d'énergie, une logistique déficiente et le coût des certifications comme principaux freins pour atteindre les 450 millions de consommateurs européens.

La BAD prête 150 M USD à Equity Bank Kenya pour les PME

Le 30 octobre, le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt subordonné de 150 M USD à Equity Bank Kenya pour renforcer ses fonds propres et accroître ses prêts aux petites et moyennes entreprises. Selon la BAD, les PME représentent plus de 30 % du PIB kényan et plus de 80 % de l'emploi, mais peinent souvent à accéder au crédit à long terme. Ce prêt sur huit ans, dont cinq de différé, appuie la levée de capitaux de 500 M USD d'Equity Bank, qui compte déjà quelque 1,9 million de PME clientes. D'ici 2030, l'opération devrait soutenir environ 9 000 nouveaux prêts aux PME, surtout celles dirigées par des femmes et des jeunes, dans l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce, la logistique et l'économie verte. La BAD apportera aussi jusqu'à 1,15 M USD d'assistance technique et d'appui non financier, notamment via son initiative Action positive pour le financement en faveur des femmes en Afrique *(Bank's Affirmative Finance Action for Women in Africa, AFAWA*). Il fait suite à une garantie de 60 M USD pour le financement du commerce, signée par les deux institutions à Nairobi le 1er octobre.

Prolongation de six mois de l'assouplissement des normes sur le soufre des carburants

Le 11 novembre 2026, le ministère des Investissements, du Commerce et de l'Industrie a prolongé de six mois la dérogation temporaire sur le soufre dans l'essence et le diesel, instaurée le 30 avril 2026. Le plafond reste à 50 mg/kg au lieu des 10 mg/kg réglementaires. Le gouvernement invoque

la crise au Moyen-Orient et les perturbations dans le détroit d'Ormuz, estimant qu'un seuil assoupli élargit le vivier de fournisseurs et protège le Kenya des pénuries. Les critiques pointent plusieurs risques. Davantage de soufre accroît les émissions de dioxyde de soufre et de particules, ce qui pourrait dégrader la qualité de l'air et aggraver les maladies respiratoires en ville. Automobilistes et transporteurs redoutent de coûteuses avaries moteur. Les associations de consommateurs relèvent la hausse continue des prix à la pompe malgré un carburant de moindre qualité : en octobre, sur un an, kérosène +41,6 %, diesel +32,5 % et essence +22,8 %. La mesure s'écarte enfin des normes de carburant de la Communauté d'Afrique de l'Est.

MADAGASCAR

Taux directeur maintenu à 12,50 %

Le gouverneur de la Banque centrale de Madagascar a annoncé le maintien du taux directeur à 12,50% lors d'une réunion organisée le 3 novembre à Tananarive en présence de la presse. La Banque centrale conserve ainsi une orientation restrictive de la politique monétaire face à la persistance des risques de hausse de l'inflation. L'inflation est en effet passée de +6,8 % en mars à +8,6 % en septembre et devrait atteindre +9,3 % d'ici décembre, sous l'effet des prix des denrées alimentaires et de l'énergie (+5,1% en glissement annuel), avant d'amorcer un ralentissement à partir du second trimestre 2027, pour converger vers l'objectif de +5,0 %. Les risques de hausse demeurent liés aux tensions géopolitiques, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et aux chocs climatiques. La banque centrale prévoit une croissance du PIB de +3,5 % en 2026, soutenue par la demande intérieure.

MAURICE

La France reste le 1er investisseur étranger

Selon les données de la Banque de Maurice publiées fin octobre, les investissements directs étrangers en provenance de France ont atteint 149 M EUR au premier semestre 2026, contre 108 M EUR un an plus tôt (+37,0 %). Ils représentent ainsi 41 % du total des flux entrants, hors secteur offshore. La France conforte sa position de premier investisseur à Maurice, qu'elle occupait déjà au premier trimestre 2026. Elle se situait à la deuxième place sur l'ensemble de l'année 2025, derrière le Royaume-Uni. L'immobilier concentre l'essentiel des investissements étrangers, avec 280 M EUR, soit 77 % des flux entrants, contre 67 % au premier semestre 2025 (+10 points). Ces investissements sont principalement orientés vers des programmes résidentiels haut de gamme. Les investisseurs étrangers peuvent en effet acquérir un bien immobilier dans le cadre de dispositifs agréés, un investissement d'au moins 325 000 EUR leur permettant également d'obtenir un permis de résidence. Les activités financières et d'assurance, suivies de l'agriculture et de la pêche, arrivent loin derrière en termes de montants investis.

L'inflation augmente à +6,4 % en octobre, sous l'effet de la hausse des carburants

Selon les données de Statistics Mauritius publiées le 10 novembre, l'inflation atteint +6,4 % sur un an en octobre 2026, contre +5,7 % en septembre et +4,1 % un an plus tôt. Sur le seul mois d'octobre, les prix à la consommation progressent de +0,6 %. Cette accélération s'explique principalement par la hausse des prix des carburants, qui entraîne une augmentation de +3,8 % des prix du poste « transports » sur un mois, sous l'effet du renchérissement de l'essence et du gazole. À l'inverse, les prix de l'alimentation enregistrent un léger recul (-0,2 %), porté par la baisse des prix des légumes. Calculée en moyenne sur douze mois, l'inflation s'établit à +4,3 %, contre +3,5 % un an auparavant. Elle demeure ainsi dans la fourchette cible de 2 % à 5 % définie par la banque centrale. En mai, cette dernière anticipait une inflation d'environ +5,5 % pour l'ensemble de l'année 2026.

OUGANDA

S&P abaisse la perspective à « stable » mais maintient sa note

Le 6 novembre, S&P a ramené la perspective de l'Ouganda de « positive » à « stable » et confirmé ses notes « B-/B ». L'agence table sur une croissance de +5,8 % en 2026/27, contre +7,0 % à +7,5 % précédemment (+6,4 % en 2025/26), du fait d'un démarrage de la production pétrolière décalé de juin 2026 à juin 2027, de la détérioration des termes de l'échange (énergie et fret plus chers, café et cacao moins chers), du recul du tourisme lié à Ebola et d'un

déficit budgétaire toujours élevé (-6 % du PIB en 2025/26 comme en 2026/27). Le shilling s'est déprécié de –20 % depuis janvier, poussant la Bank of Uganda (BoU) à relever son taux directeur de +225 pb, à 12 %, le 14 octobre. Les intérêts de la dette absorbent 27 % des recettes publiques (14 % en 2018/19). La note pourrait être relevée en cas de croissance plus forte que prévu et d'assainissement budgétaire. À l'inverse, une aggravation des déficits budgétaire ou extérieur (nouveaux retards pétroliers par exemple) ou une montée des risques institutionnels pourraient entraîner sa dégradation.

La banque centrale a vendu 68 M USD pour soutenir le shilling

Le 9 novembre, le gouverneur de la Bank of Uganda a confirmé avoir procédé, depuis la mi-octobre, à des interventions « limitées » sur le marché des changes, représentant près de 1 % des réserves de change (6,9 Md USD au 23 octobre). Il a toutefois reconnu que ces interventions ne pouvaient, à elles seules, stabiliser le shilling, principalement affecté par des chocs externes. Après avoir atteint son plus bas niveau depuis 33 ans, à 4 500 UGX/USD le 23 octobre (–18,6 % par rapport à fin juin), la monnaie s'est redressée autour de 4 050 UGX/USD. Sa dépréciation a contribué au renchérissement des carburants importés, facturés en dollars (+42,5 % sur un an pour le gazole en septembre), alimentant une accélération de l'inflation à 5,8 % en octobre, contre 4,6 % en septembre, soit son plus haut niveau depuis mai 2023. Dans ce contexte, la BoU a maintenu son taux directeur à 12 % et anticipe une inflation comprise entre 7,0 % et 7,5 % au cours des douze prochains mois.

Plus de 90 % des actifs ont un emploi informel

Selon l'Uganda Bureau of Statistics (UBOS), qui a publié le 9 novembre sa première enquête trimestrielle sur le marché du travail (juillet-septembre 2026), 91,7 % des actifs occupés âgés de 14 à 64 ans occupaient un emploi informel, et 87 % hors agriculture (90,4 % chez les femmes, contre 83,9 % chez les hommes). Seuls 13 % des actifs occupés hors agriculture disposent donc d'un emploi formel. Le taux de chômage s'établit à 11,7 % (1,9 M de chômeurs pour 14,2 M d'actifs occupés), contre 12,2 % dans l'enquête annuelle 2025, et atteint 15,4 % chez les 15-24 ans. Les entreprises ont déclaré 38 036 créations d'emplois sur le trimestre, essentiellement liées à l'expansion de leur activité.

RWANDA

L'inflation atteint +19,5 % en octobre, un record depuis février 2023

Selon l'Institut national de la statistique du Rwanda, l'inflation urbaine, référence pour la politique monétaire, a accéléré à +19,5 % en octobre 2026 (après +17,2 % en septembre). Les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, premier poste du panier, en sont restés le principal moteur (+28,9 %, après +20,9 %), sous l'effet des aléas climatiques sur les récoltes et de la hausse des coûts des engrais et du transport. Les prix des légumes ont flambé (+56,4 %, après +35,1 %), tout comme ceux du lait, du fromage et des œufs (+18,6 %, après +11,6 %), tandis que ceux de la viande ont ralenti (+19,8 %, après +33,6 %). Les coûts de transport sont restés élevés (+22,4 %, comme en septembre) et le poste logement et services publics a ralenti (+14,2 %, après +18,3 %). L'inflation sous-jacente, hors produits frais et énergie, a progressé (+11,5 %, après +11,4 %).

SOMALIE

Discussions avec la Chine sur la facilitation des paiements commerciaux en yuan

Le ministre somalien du Commerce et de l'Industrie a rencontré le président du système chinois de paiements interbancaires transfrontaliers *(Cross-Border Interbank Payment System – CIPS),* afin d'examiner les moyens de faciliter les transactions financières liées aux échanges entre les deux pays. La réunion a eu lieu en marge de la *China International Import Expo*, organisée entre les 5 et 10 octobre à Shanghai. Les importateurs somaliens sont particulièrement concernés par ces difficultés : leurs transferts vers la Chine transitent par des banques intermédiaires situées dans les pays du Golfe, entraînant une hausse des coûts de transfert. Alors que le CIPS offre un circuit de paiement plus direct, la connexion des banques somaliennes à ce système nécessite des capacités en matière de conformité réglementaire, des dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que des relations de correspondance bancaire dont la plupart des banques somaliennes ne disposent pas encore.

SOUDAN

Proparco investit 600 000 EUR dans une plateforme soudanaise de paiement numérique

Proparco, groupe AFD, a annoncé, le 9 novembre, la conclusion d'un partenariat avec la plateforme soudanaise de paiement électronique « Cashi », comprenant un investissement de 600 000 EUR. Il s'agit du premier investissement de l'institution au Soudan. Fondée en 2022, « Cashi » est la première plateforme de commerce en ligne au Soudan. Elle facilite l'accès à des services de paiement numérique fiables, contribuant ainsi au soutien aux moyens de subsistance des populations, au maintien de l'activité économique et à l'acheminement de l'aide humanitaire. Les services financiers au Soudan se heurtent à d'importants obstacles, aggravés par l'instabilité politique et économique persistante, l'accès limité aux services bancaires ainsi que les pénuries récurrentes de liquidités.

SOUDAN DU SUD

Djouba cherche des financements pour son secteur pétrolier

Le Soudan du Sud souhaite porter sa production pétrolière d'environ 174 000 à 230 000 barils/jour. En amont de la *« South Sudan Oil & Power Conference »* prévue à Djouba les 24 et 25 novembre, le ministère du Pétrole propose 14 blocs pétroliers et recherche des financements pour la construction de raffineries et d'un oléoduc de 350 km reliant les champs de Tharjath (État de l'Unité) à ceux de Paloch (État du Haut-Nil). Ces développements interviennent alors que le pays fait face à un contentieux engagé par des créanciers pour ne pas avoir livré des cargaisons de pétrole prévues dans le cadre de préfinancements. En sus des autres créditeurs, la société émirienne Sahara Energy Resources a ainsi annoncé avoir engagé une procédure contre le Soudan du Sud et réclame le remboursement de 355 M USD sur un montant total de 565,5 M USD qui lui auraient été versées en 2019 et 2020.

TANZANIE

DP World renforce la desserte maritime entre la Chine et la Tanzanie

DP World lancera, fin novembre, le China Africa Link, une liaison maritime hebdomadaire reliant plusieurs ports chinois à Dar es Salaam, Maputo et Singapour. Cette desserte vise à faciliter les échanges sino-africains, notamment les importations de machines et de matériaux de construction ainsi que les exportations africaines de produits agricoles et miniers. Elle s'appuie sur les investissements du groupe, qui dépassent 500 M USD à Dar es Salaam. Depuis la reprise de l'exploitation du terminal 1 en avril 2024, le trafic du port de Dar es Salam a progressé pour atteindre 27,7 Mt en 2024-2025, contre 18 Mt en 2021-2022. DP World prévoit de doubler la capacité annuelle de traitement des conteneurs de son terminal 1, de 300 000 à 600 000 EVP d'ici 2028, renforçant ainsi le positionnement du port de Dar es Salaam comme plateforme logistique régionale pour l'Afrique de l'Est et centrale.

ASAS Energies projette l'acquisition d'Oryx Gas Tanzania

Le groupe tanzanien ASAS Energies, contrôlé par l'homme d'affaires Jaffer Abri, a conclu un accord avec le groupe suisse Oryx Energies en vue d'acquérir 100 % des parts d'Oryx Gas Tanzania. L'opération porte sur les activités de stockage, de remplissage de bouteilles et de distribution de gaz de pétrole liquéfié. Selon les données de l'Autorité de régulation des services publics d'énergie et d'eau (EWURA) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025/2026, Oryx détenait 36,78 % du marché tanzanien du GPL, devant Taifa Gas (22,23 %) et Puma Gas (11,45 %). Le 10 novembre 2026, la Commission tanzanienne de la concurrence a annoncé avoir reçu la notification de l'opération et engagé son examen. La transaction reste ainsi soumise aux autorisations réglementaires et n'est pas encore finalisée. Son montant n'a pas été communiqué. Cette opération intervient parallèlement à la cession annoncée des activités de distribution de produits pétroliers d'Oryx Energies en Tanzanie au groupe Amsons.

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
mathieu.bruchon@dgtresor.gouv.fr, paul.mainguet@dgtresor.gouv.fr
REDACTION : SER DE NAIROBI ET DES SE DE L'AEOI